

Avis de Numericable-SFR en réponse à la consultation publique
du 29 juin 2015
relative au projet de recommandation de l'ARCEP
portant sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements
FttH en dehors des zones très denses

Notion de proximité immédiate

<p>Question n°1. Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?</p>
--

Numericable-SFR partage cette conception du réseau FttH et confirme que le PBO a bien vocation à être le dernier point d'arrêt du réseau avant le raccordement optique final.

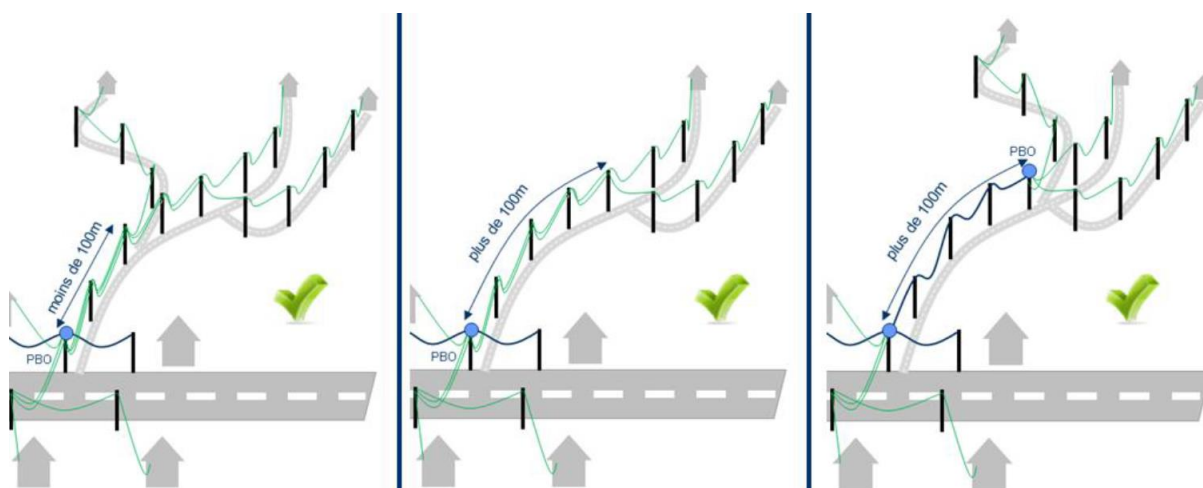
Concernant la notion de proximité des logements ou locaux professionnels raccordables depuis le PBO, il revient à l'opérateur d'immeuble en charge du déploiement sur la zone considérée de rechercher un support (en immeuble, en façade, en chambre ou sur appui aérien) disponible et permettant de minimiser autant que possible la longueur du raccordement en aval, en fonction de la topographie des lieux.

Notre ingénierie recommande que la distance PBO-PTO soit inférieure à 100 mètres, dans la mesure du possible. Dans tous les cas de figures, le bilan optique PM-PTO devra être inférieur ou égal à 3dB.

Sur le terrain, le positionnement du PBO sera dépendant des infrastructures de génie civil disponibles. En cas de fourreaux cassés ou saturés, d'appui aérien inutilisable, ou de refus d'accès de la part du propriétaire d'un support privatif, le déploiement devra prendre en compte ces difficultés et n'aura d'autre choix que d'éloigner le PBO de certains logements ou locaux situés dans sa zone d'influence.

Positionnement du PBO

Question n°2. L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.



Exemples de positionnement de PBO permettant de limiter le cheminement de plusieurs câbles sur un tracé commun, comme préconisé par l'Autorité

Scénario n°1 : induit un nombre important de PBO à poser, ce qui accroît le coût de déploiement du réseau FttH.

Scénario n°2 : les règles d'ingénierie applicables aux appuis aériens d'Orange disposent¹ que l'opérateur doit situer son PBO de façon à « éviter toute portée qui comporterait plus de 3 câbles de branchements en parallèle ».

Le tirage de plusieurs câbles n'est donc pas optimisé sur le schéma.

De surcroît, en cas d'utilisation de fourreaux souterrains et dans la mesure où des alvéoles sont disponibles, il n'y a pas lieu de limiter le cheminement à deux câbles.

Scénario n°3 : optimisation du nombre de câbles avant PBO, correspondant à un cas théorique optimal.

En définitive, Numericable-SFR considère que la recommandation de l'Autorité ne doit pas borner strictement le cheminement parallèle à deux câbles, les règles d'occupation et de prévenance de la saturation étant spécifiques à chaque type d'infrastructure utilisée.

¹ Cf article 3.3 de l'annexe D 3 de l'offre GC BLO (version juillet 2015)

Pratiques tarifaires

Question n°3. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

A ce stade, l'offre de référence SFR encadrant l'accès à ses lignes FttH en dehors des zones très denses stipule que les frais d'accès dus par un opérateur commercial souhaitant bénéficier d'une ligne active dépendent de la catégorie du câblage client final (ou CCF) réalisé ou devant être réalisé, et de l'ancienneté de celui-ci.

La catégorie dépend de la complexité de réalisation du raccordement en aval du PBO.

En cas de situation atypique ou « hors catégorie », l'offre prévoit que la valeur de construction sera déterminée sur devis.

Numericable-SFR considère qu'il est possible d'envisager une alternative, en déterminant des typologies de CCF supplémentaires et ce en fonction de critères objectifs, tenant compte notamment du niveau de difficulté technique de l'opération, du nombre d'intervenants requis et/ou du matériel spécifique devant être utilisé, voire de la durée nécessaire pour le raccordement.

En revanche, les coûts inhérents à la construction d'une infrastructure de génie civil n'ont pas vocation à être forfaitisés, car il s'agit de travaux spécifiques qui ne correspondent qu'à des situations particulières.

Les modalités tarifaires inhérentes aux CCF pourraient donc être adaptées par l'ensemble des opérateurs d'immeubles, de manière à étendre les catégories et ainsi donner une plus grande visibilité aux opérateurs commerciaux.

**Possibilité de différer la pose du PBO pour certains logements et locaux professionnels
situés en zones d'habitat dispersé**

Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?

Numericable-SFR est favorable à la qualification de logements ou locaux « raccordables à la demande », c'est-à-dire desservis par un PBO qui ne serait déployé par l'opérateur d'immeuble que suite à une demande effective d'un opérateur commercial. Ce type de raccordement pourrait d'ailleurs faire l'objet d'une prestation spécifique pour le compte de l'opérateur commercial.

En revanche, Numericable-SFR considère que l'appétence ne peut pas être mesurée ou anticipée localement par un opérateur en amont de la phase de déploiement des PM, car la réglementation symétrique exclut toute action commerciale à ce stade.

Les critères permettant d'identifier ce type de logements sont donc liés aux difficultés opérationnelles de raccordement, ou au coût inhérent au branchement du client final.

D'autre part, dans le cas de l'aménagement d'un lotissement neuf² l'Autorité devrait recommander que le constructeur, en charge de la réalisation de la desserte optique de chacun des lots, prévoie la pose de(s) PBO regroupant les lignes à l'entrée du lotissement, et ce de manière à faciliter la connexion par l'opérateur qui déploie un réseau FttH sur la zone.

Question n°5. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements «raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements «raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

A première analyse, la détermination d'un seuil ne paraît ni nécessaire ni souhaitable, dans la mesure où seules les caractéristiques propres à la zone considérée et l'état du génie civil sur le plan local seront déterminants pour que l'opérateur en charge du déploiement du réseau FttH estime pertinent, lors de son étude, de partitionner la zone à couvrir en distinguant des secteurs raccordables et raccordables « à la demande ».

Par exemple, la présence d'un fleuve séparant deux quartiers peut conduire l'opérateur à délimiter des logements raccordables à la demande.

² Cf nouvelles dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation introduites par l'article 118 de la Loi n° 2015-990 du 5 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

Question n°6. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé (4 mois) pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

Afin d'assurer la cohérence avec le modèle de convention de programmation élaboré par la Mission Très Haut Débit en 2013, il apparaît nécessaire que le délai de mise à disposition du PBO soit porté à 6 mois, à compter de la commande passée par l'opérateur commercial à l'opérateur d'immeuble.

Il convient de préciser que ce délai n'inclut pas la durée des instructions administratives, notamment la durée nécessaire à l'obtention des autorisations par les autorités compétentes en matière d'urbanisme ou d'utilisation du domaine public.

Question n°7. Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

Il s'agira, dans le cadre des travaux du Groupe *interop' fibre*, de définir le statut associé aux adresses raccordables « à la demande » et ainsi compléter les protocoles d'échange d'informations utilisés entre les acteurs de manière à identifier et pouvoir commander l'accès à ces lignes, en fonction des points de mutualisation considérés.

Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

Comme indiqué ci-dessus, l'appétence de la clientèle en amont d'un déploiement FttH ne semble pas être un critère aisément mesurable par l'opérateur d'immeuble.

En revanche, différents indicateurs peuvent contribuer à évaluer la pénétration potentielle du FttH sur un territoire, notamment :

- le niveau de débit existant avant l'arrivée d'une BLOM ;
- les attentes et besoins de la population et/ou des entreprises relayés par la collectivité ;
- la précocité et la quantité de demandes de conventionnement exprimées par les syndicats de copropriété, ou les bailleurs sociaux.